

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport récapitulatif destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de mars 2011

Premier trimestre 2011

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source d'informations appréciable pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats des entretiens qui ont été menés durant les mois de janvier et de février 2011 sont résumés ci-après. Au cours de ces entrevues, 243 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure de production de la Suisse, mais cette sélection peut varier d'un trimestre à l'autre. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus.

Régions	Délégués
Genève	Marco Föllmi
Mittelland	Anne Kleinewefers Lehner
Suisse du Nord-Ouest	Thomas Kübler
Suisse orientale	Jean-Pierre Jetzer
Partie italophone de la Suisse	Mauro Picchi
Vaud-Valais	Aline Chabloz
Suisse centrale	Walter Näf
Zurich	Markus Zimmerli

Résumé

Au premier trimestre 2011, la conjoncture a continué d'évoluer favorablement. Comme aux trimestres précédents, la tendance à la hausse a été la plus perceptible dans l'industrie manufacturière; son rythme a toutefois été un peu moins soutenu. Dans les services aussi, la croissance s'est poursuivie, mais a connu un léger ralentissement. Dans la construction, la marche des affaires s'est stabilisée à un niveau élevé. La demande de main-d'œuvre ne s'est que faiblement accrue dans l'ensemble.

Les interlocuteurs restent confiants quant à l'avenir proche. Les attentes pour les prochains mois laissent entrevoir une croissance continue des chiffres d'affaires dans l'industrie, les services et – dans une moindre mesure – dans la construction. L'industrie manufacturière notamment prévoit une hausse des investissements. Dans les trois secteurs, l'utilisation des capacités de production de l'économie suisse est normale, voire bonne.

Malgré l'évolution positive de la marche des affaires, certaines inquiétudes persistent au sujet de la durabilité de la reprise économique mondiale. Tandis que les incertitudes liées à l'état des finances publiques au niveau international ont diminué, les bouleversements en Afrique du Nord ont donné naissance à une nouvelle situation en termes de risques, difficile à évaluer pour l'instant. De l'avis d'une partie des interlocuteurs, la poursuite de la politique monétaire fortement expansionniste menée à l'échelle mondiale comporte en outre des risques d'inflation et fait craindre un relèvement abrupt des taux d'intérêt.

Comme au quatrième trimestre 2010, les réactions face à l'appréciation du franc sont très contrastées. Dans l'ensemble, les conséquences de celle-ci sur l'économie sont cependant restées quasiment inchangées (voir le chapitre «Enquête sur les cours de change: impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises», pages 38 à 43).

1 Marche des affaires

Industrie

Au premier trimestre 2011, la situation économique de l'industrie manufacturière s'est améliorée, tant en comparaison annuelle que par rapport au trimestre précédent. La croissance n'a toutefois pas été aussi vigoureuse qu'au quatrième trimestre 2010. Par rapport à la même période de l'année précédente, les chiffres d'affaires réels ont connu une progression sensible; seules quelques entreprises ont vu leurs chiffres d'affaires rester inférieurs au niveau atteint un an auparavant. L'industrie horlogère, l'industrie de la transformation des métaux, l'industrie des machines et celle des machines-outils ont enregistré, en un an, une progression supérieure à la moyenne. Une évolution favorable a également été observée dans l'industrie des matières plastiques, l'industrie chimique et pharmaceutique, la branche des équipements électriques et celle des meubles.

La demande intérieure a encore été très soutenue. Celle en provenance de l'étranger a elle aussi conservé sa vigueur. La demande des pays émergents d'Asie est demeurée plus forte que la moyenne. Les impulsions données par les Etats-Unis se sont renforcées et celles émanant d'Amérique du Sud sont restées vives. La demande en provenance d'Allemagne et – dans une moindre mesure – de France et d'Italie, a gardé son dynamisme. Plusieurs branches industrielles ont continué à bénéficier, directement ou indirectement, de la demande de l'industrie automobile européenne.

Construction

Dans le secteur de la construction, la marche des affaires a poursuivi sa progression dynamique, à une allure légèrement plus modérée. Dans le bâtiment et le génie civil, l'utilisation des capacités de production a été qualifiée de bonne et les ressources sont par conséquent limitées. Le niveau actuel des chiffres d'affaires est supérieur aux valeurs enregistrées un an auparavant et au trimestre précédent, mais on observe une légère perte de vigueur. Les impulsions continuent à venir essentiellement de l'immobilier résidentiel et du second œuvre. Pour l'instant, rien n'indique que cette tendance de base positive devrait prendre fin.

Certains interlocuteurs se sont de nouveau déclarés soucieux des risques croissants que le main-

tien de la politique de taux bas, qui s'accompagne d'une forte demande de prêts hypothécaires, fait peser sur le marché immobilier. Dans certaines régions, l'évolution des prix des terrains et de l'immobilier est jugée «irréaliste», voire «déraisonnable».

Services

Les chiffres d'affaires du secteur des services ont connu une évolution positive, atteignant un niveau supérieur à celui observé il y a un an et au trimestre précédent. Les appréciations sont restées quasiment inchangées par rapport au quatrième trimestre 2010. L'essor le plus important a été enregistré chez les voyagistes, dans les agences de placement de personnel, les assurances, les banques, le secteur des technologies de l'information et la restauration, où les chiffres d'affaires sont en très nette augmentation par rapport au trimestre précédent. Une croissance toujours vigoureuse des chiffres d'affaires a également été observée dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et de conseil ainsi que dans le commerce de gros. Dans le commerce de détail, en revanche, la marche des affaires a été très fluctuante. La faiblesse de l'euro a continué de se traduire par un renforcement du tourisme d'achat dans les pays voisins, notamment dans les régions frontalières. Au total, la dynamique de la marche des affaires dans le commerce de détail s'est quelque peu affaiblie; cela étant, le recul des chiffres d'affaires a été plus souvent imputable à de fortes baisses des prix qu'à un tassement de la demande.

2 Utilisation des capacités de production

Globalement, le taux d'utilisation des capacités de production a été jugé légèrement inférieur à celui du quatrième trimestre. Tant dans l'industrie que dans la construction et les services, il a dépassé le niveau habituel de façon moins marquée qu'au trimestre précédent.

L'utilisation des capacités a été satisfaisante pour l'ensemble de l'industrie manufacturière. Certaines entreprises ont toutefois indiqué avoir été confrontées à un dilemme entre utilisation des capacités et rentabilité, qui s'est même traduit par un refus de commandes dans des cas isolés. Le taux

d'utilisation des capacités a été estimé plutôt élevé dans la fabrication de matières plastiques, l'industrie horlogère, la chimie et dans les entreprises de transformation du bois. Une sous-utilisation des capacités a été signalée par quelques entreprises du secteur pharmaceutique et de l'industrie textile.

Dans le secteur de la construction, le taux d'utilisation des capacités de production a conservé un niveau élevé, bien que nettement inférieur à celui du trimestre précédent. Aucune entreprise n'a présenté de taux d'utilisation des capacités insuffisant. Tandis qu'au trimestre dernier, les interlocuteurs escomptaient une utilisation des capacités plutôt en baisse, ils tablent à présent sur une légère reprise au cours des prochains mois.

Comme au trimestre précédent, le taux d'utilisation des capacités dans les services a été qualifié de normal. Il a atteint de loin son plus haut niveau dans les bureaux d'ingénieurs, d'architectes et de conseil. La branche du voyage et les fabricants de logiciels ont fait état d'un taux d'utilisation plutôt élevé. Dans l'ensemble, il a été normal pour le commerce. Une sous-utilisation des capacités a été observée dans l'hôtellerie et dans les banques; ces dernières ont déploré une marche des affaires décevante concernant la gestion de fortune.

3 Demande de main-d'œuvre

Dans l'industrie manufacturière, la poursuite du redressement de la marche des affaires a de nouveau eu un impact positif sur la demande de main-d'œuvre. D'une façon générale, les entreprises industrielles ont jugé le niveau de leurs effectifs relativement faible, mais plus proche des besoins. Néanmoins, les entreprises ont de nouveau fait preuve d'une certaine prudence en matière de recrutement. Un manque de main-d'œuvre a été constaté dans l'industrie horlogère, l'industrie chimique et dans les branches électrique et électronique. Par ailleurs, les ressources en personnel ont été à peine suffisantes dans l'industrie de transformation du bois. Quelques rares entreprises du secteur du textile et de celui de la fabrication et de l'usinage des métaux ont signalé des effectifs plutôt excédentaires.

Dans le secteur de la construction aussi, la demande de main-d'œuvre a continué de croître

légèrement. La majorité des entreprises interrogées se sont déclarées satisfaites du niveau actuel de leurs effectifs. Certaines ont néanmoins déclaré avoir eu davantage de difficultés à pourvoir les postes vacants. La raréfaction de la main-d'œuvre disponible s'est parfois traduite par un goulet d'étranglement.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs a été considéré comme adéquat dans l'ensemble, voire légèrement insuffisant. Des besoins de recrutement ont surtout été signalés dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études, les agences de placement de personnel et les entreprises du secteur des technologies de l'information. L'hôtellerie a enregistré un léger sureffectif.

Globalement, le recrutement de nouveaux collaborateurs a de nouveau été jugé plus ardu que d'ordinaire. Par rapport à l'appréciation faite au trimestre précédent, l'embauche de personnel a été moins aisée et a exigé des moyens plus importants dans tous les secteurs. Ce phénomène a été particulièrement marqué dans l'industrie chimique, la branche électrique, les agences de placement de personnel ainsi que dans les bureaux d'architectes et d'ingénieurs. D'une manière générale, trouver de la main-d'œuvre très qualifiée reste une tâche plutôt délicate. Bien que la libre-circulation des personnes ait eu des effets globalement positifs, le marché semble asséché pour certaines catégories professionnelles. Le commerce de détail, quant à lui, n'a pas connu de problèmes de recrutement notables.

Dans la plupart des branches économiques, les coûts du travail par employé ont été légèrement orientés à la hausse. Cela s'explique essentiellement par les augmentations de salaires accordées pour l'année 2011. Par rapport aux données du trimestre précédent, la pression sur les salaires s'est accrue, en particulier dans une partie de l'industrie manufacturière ainsi que dans le secteur des services. L'industrie des machines, l'industrie horlogère et l'industrie pharmaceutique, notamment, ont été confrontées à une élévation des coûts du travail par employé. Dans la construction aussi, la pression sur les salaires s'est maintenue. En ce qui concerne les services, ce sont surtout les assurances, le commerce de détail, les entreprises du secteur des technologies de l'information et les agences de placement de personnel qui ont enregistré un renchérissement des coûts du travail.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Comme aux trimestres précédents, les marges bénéficiaires dans l'industrie manufacturière ont été jugées beaucoup plus faibles que d'ordinaire. En soi, l'accroissement des volumes de production et des chiffres d'affaires a continué d'améliorer les marges, car les frais fixes sont mieux absorbés, mais cet effet n'est pas parvenu à compenser la pression générale exercée sur celles-ci. Les marges devraient rester sous pression: d'une part, les entreprises prévoient une nouvelle hausse des prix d'achat; d'autre part, les prix de vente en francs ne devraient guère pouvoir être augmentés dans la même mesure, en raison d'une vive concurrence et de l'effet des cours de change.

Dans le secteur de la construction, les marges bénéficiaires ont été qualifiées de pratiquement normales. L'appréciation de la situation est meilleure qu'au trimestre précédent. Les entreprises continuent de tabler sur des prix d'achat (matières premières) en hausse. Elles ont estimé que leur marge de manœuvre en termes de relèvement des prix de vente était un peu plus faible qu'au trimestre précédent. La concurrence avec les fournisseurs étrangers s'est de nouveau intensifiée en Suisse.

Dans l'ensemble, les interlocuteurs du secteur des services ont considéré leurs marges bénéficiaires comme quasi normales. Cette appréciation s'est même légèrement améliorée en comparaison trimestrielle. Comme aux trimestres précédents, le résultat global a été influencé négativement par les marges nettement insatisfaisantes dans le secteur des banques. Les causes en sont, outre le faible niveau des taux d'intérêt, la persistance d'une concurrence intense dans le domaine des prêts hypothécaires ainsi que l'évolution des cours de change, qui a pesé sur les recettes issues de la gestion de fortune. Sont aussi considérées comme insuffisantes les marges bénéficiaires dans les agences de placement de personnel, les fiduciaires, les bureaux de conseil, les entreprises de transport et l'hôtellerie. Pour leur part, les agences de voyage, les entreprises du secteur des technologies de l'information et les sociétés de gestion immobilière ont affiché des marges plutôt confortables.

5 Répercussions de la revalorisation du franc

Comme aux deux trimestres précédents, les entreprises ont également été interrogées sur la situation en matière de cours de change lors de l'enquête de janvier et de février 2011. Concernant l'impact de la revalorisation du franc sur la marche de leurs affaires, 47% d'entre elles ont signalé des retombées négatives dans l'ensemble. La situation n'a donc pas évolué depuis le quatrième trimestre 2010. 37% n'ont remarqué aucun effet et 16% ont évoqué des répercussions positives.

L'impact est cependant très variable d'un secteur de production à l'autre. De nouveau, l'industrie manufacturière a été la plus touchée par l'appréciation du franc. Les effets négatifs se sont essentiellement traduits par une forte réduction des marges bénéficiaires et – dans une moindre mesure – par une baisse des quantités vendues. Les effets positifs se sont avant tout manifestés par des prix à l'importation plus faibles et, en partie, par une réduction des coûts d'investissement.

Pour la majorité des entreprises du secteur de la construction et des services, la revalorisation du franc n'a pas eu d'impact. Ses effets ont toutefois été particulièrement perceptibles dans le tourisme.

6 Perspectives

D'une manière générale, les perspectives concernant la marche des affaires, l'emploi et les investissements restent favorables. La plupart des entreprises font preuve d'un optimisme prudent.

Dans leur grande majorité, les entreprises de l'industrie manufacturière prévoient une nouvelle croissance des chiffres d'affaires et une augmentation de l'utilisation des capacités de production pour les six prochains mois. De la main-d'œuvre supplémentaire devrait être recrutée, mais à une cadence toutefois un peu moins soutenue qu'au quatrième trimestre 2010. Dans une perspective à long terme, les interlocuteurs se sont certes encore montrés réservés quant à la durabilité de l'essor actuel, mais la confiance s'est légèrement accrue.

Dans le secteur de la construction, les entreprises sont demeurées majoritairement confiantes. Aucun «décrochage» ne semble être en vue. Les entreprises estiment que les chiffres d'affaires et l'utilisation des capacités vont continuer de progres-

ser modérément; les avis positifs à cet égard sont même en légère hausse par rapport au trimestre précédent. Elles envisagent aussi d'augmenter légèrement l'emploi. En ce qui concerne l'immobilier résidentiel, les entreprises s'attendent à ce que le taux d'utilisation des capacités se stabilise au niveau élevé enregistré actuellement.

Dans le secteur des services, les attentes restent favorables en ce qui concerne l'évolution des affaires au cours des six prochains mois. L'appréciation des perspectives relatives aux chiffres d'affaires, au taux d'utilisation des capacités de production ou à l'emploi est plutôt meilleure qu'au trimestre précédent. Les représentants du secteur des technologies de l'information, des agences de voyage ainsi que plusieurs entreprises de restauration sont particulièrement optimistes s'agissant de leurs chiffres d'affaires. La confiance est également manifeste dans les banques, les entreprises du secteur immobilier et le commerce de gros. Les hôtels situés dans les régions touristiques se sont en revanche montrés réservés.

Les risques à l'échelle internationale qui avaient été cités le plus souvent les trimestres précédents – incertitudes concernant la durabilité de la reprise de l'économie mondiale et menaces liées à l'endettement des banques et des Etats européens – se sont quelque peu affaiblis. Ce sont désormais les risques liés aux bouleversements en Afrique du Nord qui passent au premier plan. Certaines branches sont confrontées au fort renchérissement des matières premières.

Les incertitudes quant à l'évolution économique future ont diminué dans l'ensemble. Les interlocuteurs sont surtout préoccupés par l'érosion des marges, les difficultés liées à la pénurie de personnel, une nouvelle revalorisation éventuelle du franc et l'envolée des prix des matières premières. Comme aux trimestres précédents, quelques interlocuteurs ont fait part de leur inquiétude quant à la persistance de faibles taux d'intérêt et à de possibles risques d'inflation.

Les plans d'investissement sont toujours orientés à la hausse, notamment dans l'industrie et – dans une moindre mesure – dans les services. Dans l'industrie, les attentes à cet égard se sont raffermies par rapport au quatrième trimestre 2010, tant pour les investissements en biens d'équipement que pour les investissements en constructions. Dans la construction, les interlocuteurs ont l'intention de maintenir les investissements au niveau actuel.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Droits d'auteur/Copyright®

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2011

Conception

Weiersmüller Bosshard Grüniger WBG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Prix

Versions électroniques disponibles gratuitement sur Internet.
Versions imprimées: 25 francs par an (étranger: 30 francs);
pour les abonnés au Bulletin mensuel de statistiques économiques:
15 francs par an (étranger: 20 francs).
Prix pour la Suisse, TVA comprise (2,4%).

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse
(version imprimée)

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)44 631 32 84; fax: +41 (0)44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

Langues

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).

Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en
allemand:

www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)

français:

www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)

anglais:

www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)

Internet

www.snb.ch